

## L'économie de Wallis-et-Futuna en 2011 Une activité toujours bien orientée

L'activité économique demeure soutenue en 2011, après une année 2010 placée sous le signe de la reprise, même si le climat social a été affecté par des inquiétudes liées à la cherté de la vie. La commande publique, qui bénéficie en particulier aux entreprises du BTP, est conséquente, grâce au démarrage de chantiers d'envergure structurant.

L'investissement des entreprises est bien orienté et la consommation des ménages, en dépit d'un ralentissement en fin d'année, demeure globalement soutenue malgré une hausse prononcée des prix. L'emploi salarié est stable par rapport à l'année précédente.

Les transferts de l'État vers le Territoire restent importants et contribuent très fortement à cette bonne orientation de l'économie locale.

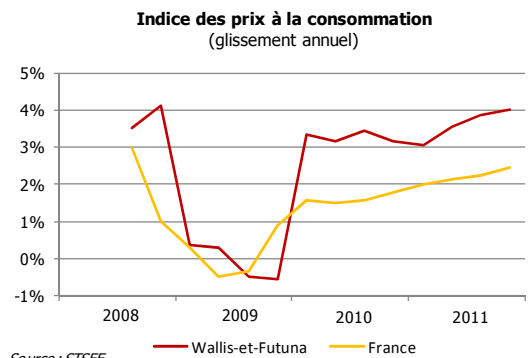
L'activité bancaire est dynamique, en fin d'année particulièrement. Au total, l'encours des crédits affiche, pour la première fois depuis 2008, une progression de 3 % sur l'année, après assainissement du portefeuille.

### UNE REPRISE PROGRESSIVE

#### Une hausse des prix en lien avec le coût de l'énergie

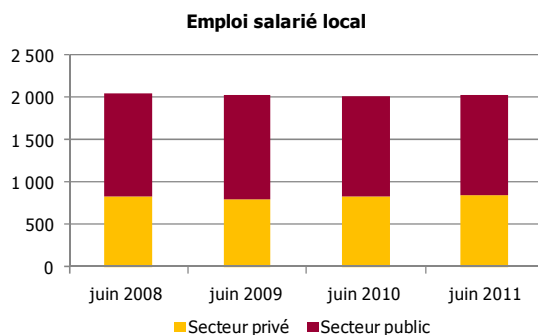
L'indice des prix à la consommation s'accroît de 4,0 % en glissement annuel à fin décembre. Ce renchérissement des prix est dû pour l'essentiel à l'augmentation des prix de l'énergie (+10,8 %) en raison de la hausse des cours mondiaux du pétrole. Le second contributeur à la hausse est le poste des produits alimentaires (+3,8 %). Les prix des services progressent de 2,3 %, alors qu'ils étaient stables en 2010 en partie du fait de la hausse des prix des transports.

En lien avec la mobilisation sociale sur le thème de la vie chère, un accord a été signé en fin d'année pour la mise en place de structures de réflexion visant, entre autres, à un meilleur contrôle et suivi des mécanismes de formation des prix.



Source : STSEE

#### Les effectifs salariés demeurent stables



Source : CLR-CCPF

Au 30 juin 2011, 2 031 travailleurs salariés sont déclarés à la Caisse locale de retraites, contre 2 020 à la même période l'année précédente.

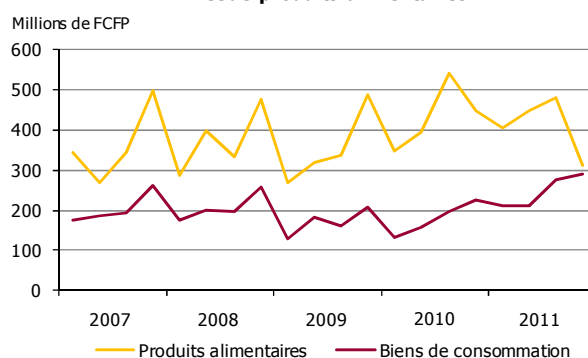
Le secteur public concentre 59 % de l'emploi salarié (1 190 personnes) et ses effectifs restent inchangés au cours de la période. Les pertes d'emploi dans le secteur privé au cours du second semestre 2010, ont été compensées par de nouvelles créations au premier trimestre 2011.

## La consommation des ménages se renforce

La consommation des ménages, qui s'était redressée en 2010, reste bien orientée. Les importations de biens de consommation progressent de 39 % par rapport à 2010, atteignant presque 1 milliard de F CFP. Elles sont tirées par une progression des importations de biens d'équipement du foyer (+41 % sur un an) alors que les importations de produits alimentaires diminuent de 5 % par rapport à 2010 mais restent plus élevées qu'en 2009 et 2008. Les ventes de véhicules de tourisme se redressent, avec 76 nouvelles immatriculations au cours de l'année contre 53 en 2010. Ce niveau d'immatriculation, équivalent à celui de 2009, reste cependant en deçà de celui des années 2002-2008 (plus de 140 véhicules immatriculés annuellement).

Dans ce contexte, la situation financière des ménages semble s'être fragilisée. En 2011, plus de 1 200 incidents de paiements par chèques ont été relevés contre 830 en 2010. Le nombre de personnes en interdiction bancaire reste élevé, avec un total de 400.

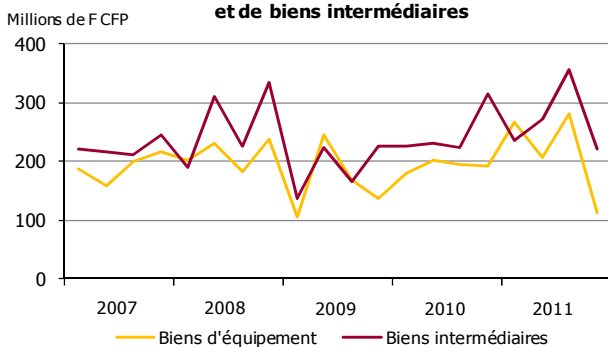
### Importations de biens de consommation et de produits alimentaires



Source : Douanes

## Une relance de l'investissement des entreprises

### Importations de biens d'équipement et de biens intermédiaires



Source : Douanes

L'investissement des entreprises s'améliore, avec une progression sur un an des importations de biens d'équipement (+13 %) et des biens intermédiaires (+9 %). Ces importations atteignent leur plus haut niveau sur cinq ans malgré une chute au dernier trimestre.

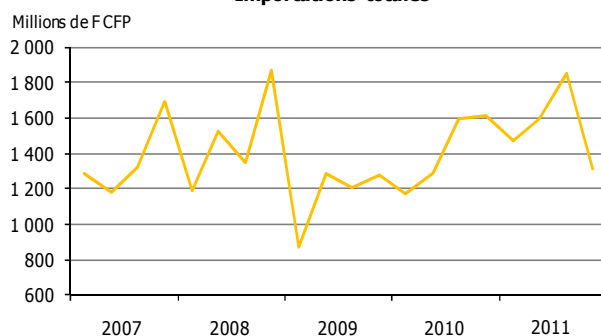
Les immatriculations de véhicules utilitaires progressent, avec plus de 20 véhicules neufs immatriculés par trimestre contre 16 en moyenne en 2010. Cette reprise intervient après deux années consécutives de repli des ventes.

## Un niveau d'importations élevé

Les importations de l'archipel s'élèvent à 6,2 milliards de F CFP, en progression de 10 % par rapport à 2010. Les touchées de navires de marchandises ont été supérieures à celles de l'année dernière (21 contre 17 en 2010). Toutes les catégories de produits sont à la hausse, à l'exception des produits agricoles et alimentaires (-5 %). Les biens de consommation et les produits énergétiques contribuent le plus significativement à l'accroissement des importations. Globalement, les importations ont été impactées par l'appréciation des devises des principaux pays fournisseurs par rapport à l'euro. Les produits énergétiques sont également touchés par la hausse des cours mondiaux du pétrole.

En 2011, pour la première fois, 45 tonnes de produits de la mer sont exportées, pour une valeur de 20 millions de F CFP.

### Importations totales



Source : Douanes

Les recettes fiscales de l'année s'élèvent à 2,3 milliards de F CFP. Celles-ci sont fortement corrélées au niveau des importations. Elles sont constituées à 70 % de taxes douanières en l'absence d'impôts sur le revenu et sur les bénéfices des sociétés. Les taxes d'entrée, qui frappent toutes les marchandises importées, et les droits de douanes, appliqués sur les produits originaires de pays extérieurs à l'Union européenne, augmentent respectivement de 16 % et 23 % par rapport à 2010.

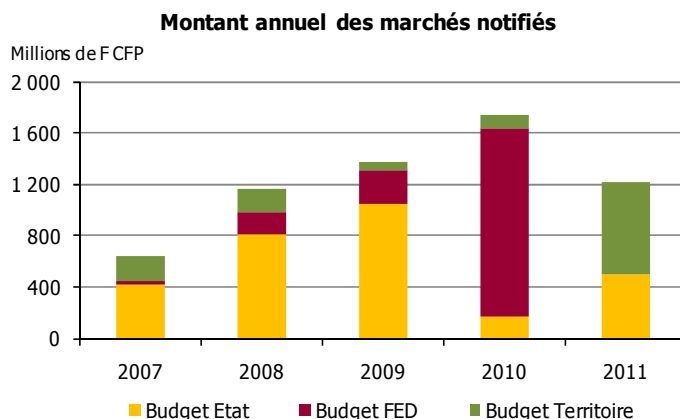
# LE BTP ET LE COMMERCE, SECTEURS MOTEURS DE L'ÉCONOMIE

## Le BTP, pilier de la croissance économique

L'activité du BTP demeure dynamique. Durant l'exercice 2011, la plupart des infrastructures scolaires, inscrites dans le 9<sup>e</sup> FED (Fonds européen de développement) et les travaux de réfection de l'hôpital ont été achevés. Des chantiers importants ont pris le relais avec le démarrage des travaux de rénovation du lycée d'État pour un montant de 305 millions de F CFP, la construction de la salle omnisports de Kafika (535 millions de F CFP) et les travaux pour l'amélioration de la production d'eau potable (245 millions de F CFP). Le chantier du port de commerce de Mata'Utu, estimé à 1,1 milliard de F CFP et démarré en 2010, se poursuit en 2012.

Aux commandes publiques, s'ajoutent, en 2011, les chantiers de construction de locaux commerciaux à Wallis ainsi qu'à Futuna. En revanche, la demande des particuliers en matière de construction demeure faible en raison de l'absence de dispositifs de financement immobilier sur le Territoire.

En 2011, les importations de ciment ont progressé en valeur de +33 % par rapport à 2010, à 91 millions de F CFP (ou + 1 000 tonnes), soit le niveau le plus élevé des cinq dernières années.



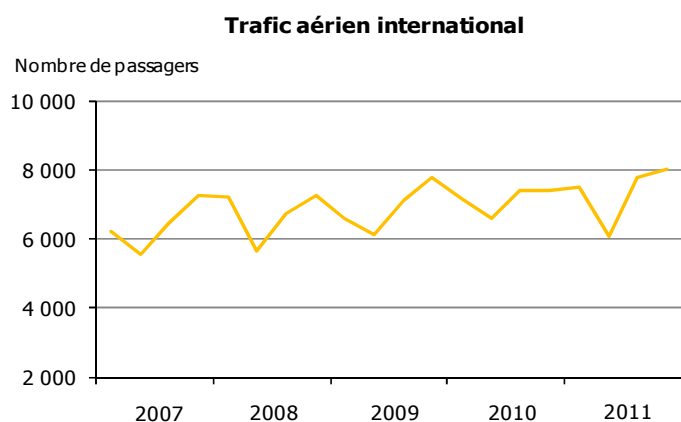
Sources : Service des finances; Cellule Europe

## Le commerce globalement bien orienté

Le secteur du commerce est essentiellement composé, à Wallis comme à Futuna, d'un tissu de petits commerces de détail, alimentaires pour la plupart, auxquels s'ajoutent quelques supermarchés. L'offre a été complétée avec l'ouverture, en décembre 2011, d'un magasin d'alimentation de 700 m<sup>2</sup>, complété d'un entrepôt de 500 m<sup>2</sup> à Futuna. Le commerce regroupe 22 % des entreprises patentées et emploie environ 300 salariés, soit 35 % des emplois du secteur privé.

L'activité commerciale est marquée par des problèmes d'approvisionnement au début et à la fin de l'année. Les importations de biens de consommation courantes progressent sur un an, alors que les importations de produits alimentaires reculent légèrement (1,6 milliard de F CFP en 2011 contre 1,7 milliard de F CFP en 2010).

## Un trafic aérien croissant



Source : Aviation civile

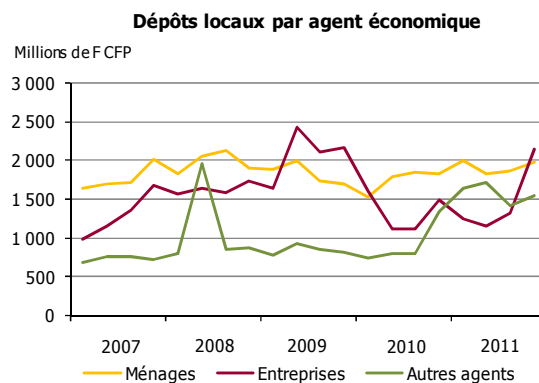
Le tourisme est peu développé sur l'île et les mouvements de passagers, à l'arrivée comme au départ, ont pour principaux motifs les visites familiales ou les déplacements professionnels. Le nombre de passagers à l'international atteint 29 400 personnes en 2011, en hausse de 2,7 %, malgré les conditions plus restrictives d'éligibilité du nouveau dispositif d'aide à la continuité territoriale et le relèvement des tarifs au cours de l'année. La participation de Wallis-et-Futuna aux jeux du Pacifique en Nouvelle-Calédonie a notamment engendré une hausse du trafic au cours du second semestre.

# REPRISE DU FINANCEMENT DES MÉNAGES ET DES ENTREPRISES

## Hausse des dépôts locaux sur l'année

Sur l'année, les dépôts locaux progressent d'un milliard, à 5,7 milliards de F CFP, principalement sous l'effet d'une hausse des dépôts des entreprises au dernier trimestre de l'année, qui atteignent plus de 2 milliards au 31 décembre 2011.

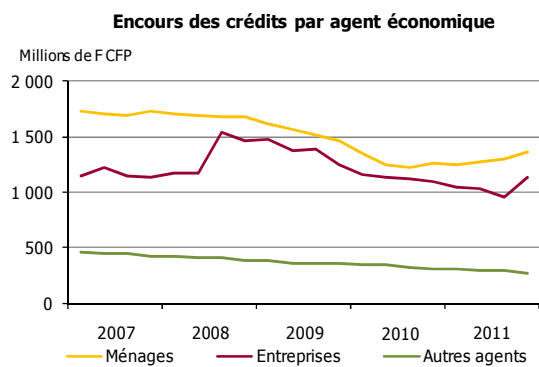
La situation des ménages est quant à elle marquée par une augmentation des dépôts à vue de 13,3 % sur l'année. Après avoir fortement augmenté en 2010, la progression des placements sur contrats d'assurance-vie ralentit (2,6 % en 2011 contre 18,8 % en 2010). Enfin, les dépôts des autres agents économiques reculent de 2,4 % sur un an. Malgré une hausse des placements indexés sur les taux de marché, l'épargne à court terme des collectivités publiques diminue de 10,1 % par rapport à 2010.



Source : IEOM

## Reprise du financement bancaire

L'encours des crédits accordés par l'ensemble des établissements bancaires intervenant à Wallis-et-Futuna marque une reprise pour la première fois depuis 2008. À fin décembre 2011, l'encours des crédits bancaires progresse de 3,0 % alors qu'il avait reculé de 13,5 % en 2010. Cette amélioration est due à de nouveaux octrois par les établissements de crédits locaux principalement au cours du second semestre de l'année. Les établissements locaux représentent dès lors 53 % des crédits bancaires accordés sur la place contre 44 % au 31 décembre 2010. Tous établissements confondus, l'encours des concours accordés aux entreprises et aux ménages progresse respectivement de 4,1 % et de 8,1 % sur l'année.



Source : IEOM

## Progression de la masse monétaire et assainissement du portefeuille de crédit

La masse monétaire M3 s'établit à 7,8 milliards de F CFP fin 2011, en hausse de 14,9 % sur l'année, grâce à la progression des dépôts à vue au dernier trimestre de l'année (+29,0 % au dernier trimestre et +23,2 % sur un an).

Au terme de l'année 2011, les créances douteuses recensées sur le Territoire ont fortement diminué et s'élèvent à 547 millions de F CFP. Le taux de créances douteuses a baissé de 6,2 points et se situe à 16,2 %, soit le niveau le plus bas depuis septembre 2008. L'apurement du portefeuille d'un établissement de crédit a en effet réduit très sensiblement le taux de créances douteuses des ménages, à 15,3 % contre 27,5 % en 2010.

## PERSPECTIVES

En 2012, l'activité dans le domaine du BTP, qui constitue l'un des secteurs clés de l'économie locale, devrait rester relativement dynamique. Ce secteur bénéficiera en effet de la poursuite des principaux chantiers que sont la rénovation du Lycée d'État et le port de commerce de Mata'Utu. Parallèlement dans la perspective de l'organisation des mini-jeux du Pacifique de 2013, les travaux de la salle omnisports de Kafika d'un montant de 535 millions de F CFP ont débuté fin 2011 et vont s'étaler sur l'année à venir. Divers chantiers de moindre envergure sont également en cours ou en projet et devraient permettre d'assurer un flux de travaux aux entreprises de plus petites dimensions et favoriser l'emploi.

Au titre du 10<sup>e</sup> FED, le principal projet retenu se rapporte à la reconstruction du quai de Leava à Futuna pour un coût qui pourrait avoisiner celui du port de Mata'Utu. Les travaux d'études devraient être réalisés en 2012 pour un démarrage de la construction en 2013.

Enfin dans le cadre de l'accord particulier entre l'État, la Nouvelle-Calédonie et le Territoire des Îles Wallis-et-Futuna, une réunion s'est tenue entre les partenaires en décembre dernier. Les actions prévues intègrent notamment un partenariat avec l'OPT de Nouvelle Calédonie pour le développement d'un réseau de téléphonie mobile sur l'archipel et une coopération renforcée pour l'organisation des mini-jeux.

Soulignons également que le contrat de développement pour la période 2012-2016 est actuellement en voie de signature entre l'État et le Territoire. Ce projet porteur pour l'avenir du Territoire est particulièrement attendu.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : G. DELAMAIRE

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 12 mars 2012 – Dépôt légal : mars 2012 – ISSN 1968-6277